

VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Suisse et Liechtenstein

Une publication du SE de Berne
Semaine du 9 octobre 2023

Faits saillants

- Visite en Suisse de l'envoyé spécial international pour la mise en œuvre des sanctions
- Le FMI anticipe 0,9 % de croissance en 2023
- L'excédent des APU atteint 7 Mds CHF en 2022

Guerre en Ukraine

Sanctions : L'envoyé spécial international pour la mise en œuvre des sanctions de l'Union européenne, David O'Sullivan, en visite en Suisse les 12 et 13 octobre, a salué, dans le cadre d'un entretien au journal « Der Bund », les efforts de la Suisse dans la mise en œuvre des sanctions à l'encontre de la Russie, évoquant toutefois des points d'amélioration. Les pays du G7, en particulier les Etats-Unis, pointent notamment le montant jugé relativement faible des avoirs gelés en Suisse, qui n'ont par ailleurs pas augmenté depuis plusieurs mois (7,5 Mds USD). Les pays du G7 encouragent également la Suisse à rejoindre la Task Force REPO, une adhésion à l'origine d'un vif débat politique dans le pays, qui a présent s'y refuse. De manière plus générale, malgré les contournements qui ont pu se faire sentir, M. O'Sullivan a tenu à souligner les effets significatifs des sanctions à l'encontre de la Russie, notamment concernant l'affaiblissement des capacités technologiques de l'armée russe.

Macroéconomie

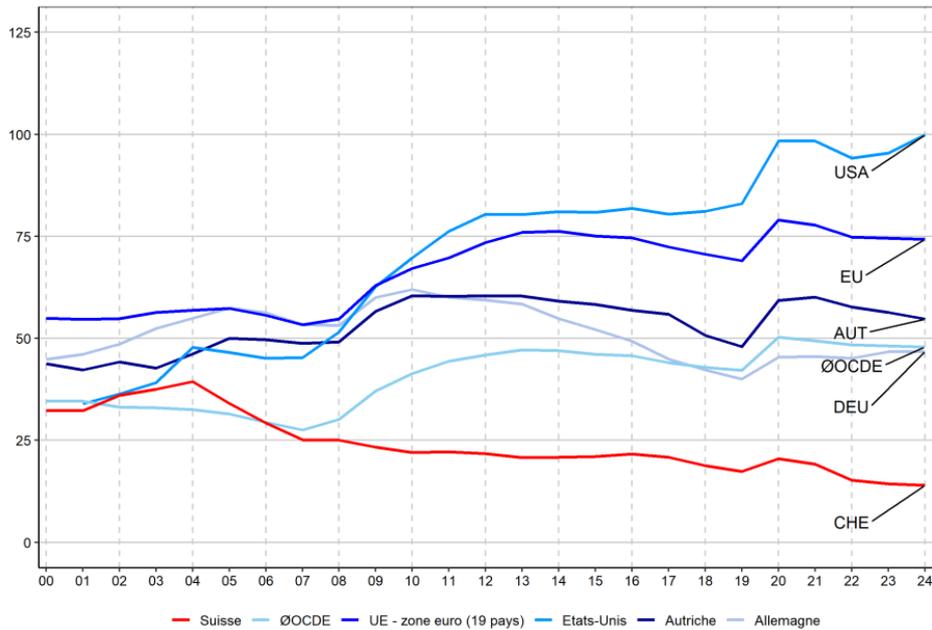
Croissance : Les prévisions macroéconomiques du FMI publiées dans le « World Economic Outlook » (WEO) d'octobre tablent sur une croissance faible cette année à 0,9 % pour la Suisse puis sur une croissance de 1,8 % en 2024, correspondant à un retour à la croissance annuelle moyenne de long terme. Cette prévision diverge de celle des autorités qui retiennent une approche encore assez optimiste pour 2023, avec une croissance projetée de 1,3 %, avant de baisser à 1,2 % en 2024. UBS est de son côté plus pessimiste encore avec une prévision de 0,9 % en 2024 (prévision du 11 octobre).

Finances publiques : Selon l'Administration fédérale des finances, l'excédent de financement des administrations publiques (Confédération, cantons, communes et assurances sociales) devrait atteindre 6,9 Mds CHF en 2022. Les recettes ont progressé de 7,1 Mds l'an dernier, tandis que les dépenses ont reculé de 6,5 Mds pour s'établir à 243 Mds. Ce résultat positif est principalement tiré par les cantons et les assurances sociales, qui affichent un solde de financement de 5 Mds CHF. Pour 2023, le résultat des administrations devrait rester positif, malgré une croissance inférieure à la moyenne des années passées. En matière d'endettement, les statistiques financières anticipent pour 2024 un taux d'endettement net beaucoup plus faible (14 %) que la moyenne des pays membres de l'OCDE (48 %) et des pays de la zone euro (74 %). La dette nette nominale avait atteint un pic de 142,3 Mds CHF en 2021 en raison de la pandémie de COVID-19 et poursuit depuis son repli. Elle s'établirait à 115 Mds en 2024.

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 12/10	Var. vs 05/10
EUR/CHF	0,9564	-0,8 %
USD/CHF	0,9001	-1,9 %
SMI	10 980	+1,9 %
Taux 10a	1,049 %	-11 pb

Taux d'endettement net de 1990 à 2024 en comparaison internationale (en % du PIB)



Secteur financier

Crédit Suisse : La conseillère fédérale aux finances, Mme Karin Keller-Sutter, s'est présentée le 11 octobre à la première audition de la Commission d'enquête parlementaire (CEP) mise en place dans le sillage de l'effondrement de Crédit Suisse. Les délibérations de la commission sont secrètes. La CEP publiera un rapport, qui ne devrait pas être disponible avant l'été 2024. Celui-ci devra (i) faire la lumière sur les responsabilités de cette crise, (ii) proposer des pistes de réforme de la réglementation bancaire et (iii) déterminer si les cahiers des charges de la Finma et de la Banque nationale suisse doivent être modifiés.

Secteurs non financiers

Agriculture : Le Conseil fédéral a ouvert cette semaine la consultation relative aux plafonds de dépenses en faveur du secteur agricole pour les années 2026-2029. L'exécutif a justifié la réduction de l'enveloppe pluriannuelle de -2,5 % par rapport à la période 2022-2025 par les mesures d'économies décidées dans le cadre du budget 2024. Compte tenu du phénomène de concentration des exploitations agricoles et de l'évolution des structures de revenus, le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR) estime que le revenu agricole des exploitations (valeur moyenne 2019/2021 = 65 000 CHF/an) devrait croître de 7 % jusqu'en 2026 et de 16 % jusqu'en 2029. Le DEFR souligne ainsi que le plafond des dépenses proposé devrait permettre de maintenir la productivité de l'agriculture suisse et de garantir un développement socialement acceptable. L'Union suisse des paysans a néanmoins exprimé son vif mécontentement et indiqué qu'elle ferait tout son possible pour corriger la proposition du Conseil fédéral.

Transports : L'Association transports et environnement (ATE) et l'organisation actif-trafiC, soutenues par les Vert-e-s ont lancé la récolte de signatures pour l'organisation d'un référendum en opposition au plan d'extension du réseau routier adopté par le Parlement fédéral le 29 septembre dernier. Doté d'une enveloppe de 5,3 Mds CHF, ce plan soutiendra la réalisation de 4 projets en Suisse alémanique et 1 projet en Suisse romande. Les associations à l'initiative du référendum fustigent les coûts de ces aménagements et pointent la contradiction de cette modernisation du réseau autoroutier avec l'approbation de la loi climat le 18 juin dernier – soulignant que le trafic routier représentait 37 % des émissions de CO2 en Suisse en 2022.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Gilles BORDES, chef du Service économique de Berne

Rédaction : Julie MURO, Pierre-Antoine CADORET

Abonnez-vous : berne@dgtresor.gouv.fr